

Le MRP vous parle!

Nouvelle Série N° 67
octobre 1995 - février 1996
ISSN 0753-8707

BULLETIN DE LIAISON DE L'AMICALE DU M.R.P. - 133 BIS, RUE DE L'UNIVERSITE PARIS 7* - Tél. : 47 05 84 51

PRIX du N° 12 F



*«La France et l'Europe ont besoin d'un supplément d'âme,»
nous dit Jacques Mallet (p. 3)*



*A Lyon, le 24 novembre 1995, l'Amicale a rendu hommage
à la mémoire de Gilbert Dru, martyr de la Résistance
et «inventeur» du M.R.P. (p. 3)*



*Suzy Bidault n'est plus. Elle fut la première femme
admise au Quai d'Orsay comme conseiller d'ambassade
(p. 4)*



*Décédé il y a treize ans, Georges Bidault reste pour
nous l'image de la Résistance
et de la grandeur du M.R.P. (p. 6)*

*Témoignages d'Antoine Buisson sur le M.R.P. dans l'Isère
et de Léonard Brossy sur le M.R.P. dans le Rhône (p. 12 et 13)*

- *Le déjeuner annuel de l'Amicale a eu lieu le 26 janvier*
- *L'Amicale tiendra son assemblée générale le 22 mars au Sénat*

Trois livres à lire :

- *Le Mouvement Républicain Populaire - Histoire d'un grand parti français, par Pierre Letamendia.*
- *Georges Bidault, par Jean-Claude Demory.*
- *L'Europe de la démocratie chrétienne, par Jean-Dominique Durand.*

A PROPOS DES ESSAIS NUCLÉAIRES OU L'ART ET LA MANIÈRE DE GOUVERNER

par Cyriaque DECAMME

ACTUALITÉS

Peu compétent pour me prononcer sur la nécessité de la reprise, par la France, des essais atomiques, encore que je fasse, à priori, confiance aux techniciens qui les ont estimés indispensables pour assurer la crédibilité de notre arsenal, je me croirais, néanmoins, fondé à m'étonner du tollé soulevé par cette décision, si je ne subodorais que celui-ci tient pour beaucoup à la manière dont elle a été annoncée.

En effet, sur le fond, peut-on constater que la douzaine d'essais pratiqués durant le double septennat de François Mitterrand, de même que ceux effectués, sans annonce, par la Chine n'ont guère provoqué l'indignation des riverains du Pacifique non plus que des censeurs nordiques ou des bonnes âmes de Greenpeace, voire des pacifistes de tous poils oubliés des errements de leurs anciens ayant conduit au désastre de 1940. Au demeurant, Claude Cheysson, qui avait eu la charge des affaires extérieures sous François Mitterrand, n'a-t-il pas dit que M. Chirac n'a fait que ce que M. Mitterrand n'avait pas eu le courage de continuer?

Or, hormis le fait bien connu que les riverains du Pacifique soucieux de faire de cette partie du globe la chasse gardée des intérêts anglo-saxons ne sauraient laisser passer une occasion de s'en prendre au «néo-colonialisme» français, il demeure que bien des pays dépourvus de capacité atomique ressentent l'annonce en fanfare de la reprise de nos essais nucléaires comme l'expression de la morgue d'une puissance qui entend continuer à appartenir au club des puissances nucléaires tout en souhaitant, ses essais terminés, en interdire l'accès aux autres par la ratification du «traité de non-prolifération».

Quant aux réticences en France même, n'eussent-elles pas été moindres si la décision prise était apparue comme résultant non seulement de la consultation hâtive d'experts, mais des commissions ad hoc de la représentation nationale et procédait d'une délibération du gouvernement lequel est constitutionnellement responsable de la Défense Nationale, plutôt que s'apparenter au fait du Prince ? : «J'ai décidé...»

L'art et la manière, vous dis-je.

- **AMI LECTEUR,
AVEZ-VOUS RENOUVELÉ
VOTRE ABONNEMENT POUR 1996 ?**
- **CHER ADHÉRENT,
AVEZ-VOUS RENOUVELÉ
VOTRE ADHÉSION POUR 1996 ?**

Témoignages sur la création du M.R.P.

A propos de l'édredon de Paul Simon

**NOTRE AMI A ÉTÉ CONSEILLER DE LA RÉPUBLIQUE
DE 1946 À 1948**

Contrairement à ce que laisserait supposer d'ingratitude, à l'endroit d'un vieux militant de la mouvance démocrate chrétienne, la dernière phrase du témoignage de notre ami Dannenmuller concernant Paul Simon («Le M.R.P. vous parle» n° 66, p. 6 in fine), je tiens à préciser que celui-ci, loin d'être écarté à la Libération du monde parlementaire a été désigné pour siéger à l'Assemblée Consultative provisoire en sa qualité d'ancien député du groupe P.D.P., puis, le 19 décembre 1946, élu par ses collègues de l'Assemblée Nationale au Conseil de la République (et non pas à l'Assemblée de l'Union Française) au titre des 50 sièges attribués, dans la seconde chambre, à la proportionnelle de l'effectif des groupes de l'Assemblée Nationale.

Il se trouvait en l'occurrence dans la meilleure des compagnies puisque parmi les sept conseillers dont bénéficiait ainsi le M.R.P. on notait : Champetier de Ribes, Ernest Pezet, Trémintin, tous vieux briscards de la mouvance démocrate-chrétienne.

Au demeurant ils ont été honorés par leurs nouveaux collègues : Champetier de Ribes a été porté à la Présidence du Conseil de la République et Paul Simon appelé à la questure !

Ensuite, mais ensuite seulement, Paul Simon fut appelé à siéger à l'Assemblée de l'Union Française.

C D.

AU SERVICE DE L'HISTOIRE

Après un essai dans le numéro 65, non suivi dans le numéro 66, nous confirmons notre décision de supprimer la mention «Tribune libre des anciens du MRP» sous notre titre.

En effet, notre bulletin est essentiellement un témoignage continu sur la création et le rôle du M.R.P. durant les vingt-et-un ans de son existence, de 1944 à 1965 ; la tribune libre n'est qu'une rubrique parmi d'autres.

Pourquoi cette priorité au témoignage ? Parce que la vie du M.R.P., telle qu'elle est rapportée dans les livres et dans les téléfilms destinés au public, est souvent erronée, parfois déformée ; leurs auteurs, surtout ceux qui n'ont pas connu le M.R.P., se montrent plus attentifs à certains commentaires des journaux de l'époque et aux ouvrages déjà parus qu'au déroulement des faits. Au demeurant, rares sont les historiens à avoir cerné la cause principale de l'affaiblissement et de la disparition du M.R.P.

Il nous appartient donc de rétablir inlassablement la vérité et de le faire avec rigueur, au service de l'Histoire.

LES VŒUX DU PRÉSIDENT

Nous devons nous voir en décembre. Les grèves nous ont obligés à reporter le déjeuner annuel de notre amicale. Il est bien tard aujourd'hui pour vous adresser, comme à l'usage, mes vœux. Faisons qui si nous étions dans les temps.

Portons d'abord nos regards vers l'année qui vient de s'achever. Elle a été pour nous celle du congrès de «refondation» du Centre, à Lyon, les 24 et 25 novembre. Plusieurs leaders et amis du M.R.P., Pierre Pflimlin, André Diligent, Pierre de Chevigné, André Monteil, ont salué avec moi la naissance de la «Force Démocrate». Celle-ci va porter les idéaux et beaucoup des espoirs de notre famille d'esprit. Elle a l'ambition de constituer, comme le fut naguère le M.R.P., un parti de militants, un grand mouvement populaire, une des principales forces politique de notre pays. L'objectif est encore lointain. La route sera longue.

Quelques jours plus tard une crise sociale, sans précédent depuis Mai 1968, a paralysé la France. Cette crise a illustré la «fracture sociale», révélé aussi l'ampleur de la fracture civique entre les élites et le peuple. Un changement de style et de méthode s'impose aujourd'hui dans l'exercice d'un pouvoir ressenti comme lointain, technocratique. Les réformes nécessaires devront être mises en œuvre par les voies du dialogue et de la concertation.

Et 1996 ? L'année qui commence sera placée sous le signe de l'Europe car, au printemps de 1996, s'ouvrira à Turin une «conférence intergouvernementale» destinée à réformer les institutions européennes avant leur élargissement vers l'Est. De son issue dépendront les chances d'avenir de l'Union Européenne. Nous avons la conviction qu'il n'y aura pas de monnaie européenne sans Europe politique, ni d'Union Européenne sans institutions efficaces et démocratiques, capables de décider et d'agir, sans l'adhésion des citoyens à un projet mobilisateur.

Bonne année donc, chers amis, pour vous et pour les vôtres ! Bonne année pour la France et pour l'Europe ! En ces temps difficiles l'une et l'autre auront grand besoin, comme on l'a dit souvent, d'un «supplément d'âme». C'est ce que le M.R.P. avait, au lendemain de la guerre, apporté à la République.



Jacques MALLET

Dans notre prochain numéro, un cahier sur Gilbert Dru, martyr de la Résistance et «inventeur» du M.R.P.



À LA MÉMOIRE DE GILBERT DRU

Profitant de leur venue à Lyon, à l'occasion du Congrès C.D.S., un certain nombre d'anciens M.R.P. se sont recueillis, vendredi 24 novembre à 17 heures, devant le Veilleur de Pierre, place Bellecour, à l'endroit même où Gilbert Dru et quatre de ses compagnons d'infortune furent abattus le 27 juillet 1944.

Après un dépôt de gerbe et une minute de silence, André Diligent retraça en quelques mots ce que fut la vie trop brève de Gilbert Dru, un des fondateurs de notre mouvement.

On notait dans l'assistance la présence de Bernard Stasi, du président Jacques Mallet, de Cyriaque Decamme et de quelques anciens M.R.P. du Rhône.

Il est dommage que la presse n'ait pas annoncé cette cérémonie, car de nombreux anciens militants se seraient fait un devoir d'être présents.

Léonard BROSSY
du Groupe des Anciens M.R.P. du Rhône

La diplomatie sans faiblesse SUZY BIDAULT N'EST PLUS

Suzy Borel, veuve de Georges Bidault, est décédée le 8 novembre 1995 à l'âge de 91 ans, presque treize ans après la disparition de son mari.

Elle avait épousé le président du CNR peu après la Libération, alors qu'elle était directeur-adjoint de son cabinet au ministère des Affaires étrangères, où elle avait animé les réseaux de la Résistance depuis 1943.

Dans son milieu professionnel et dans le monde politique, elle n'avait pas que des amis. Première femme admise dans le corps diplomatique français, en 1929, à l'âge de 25 ans - après des études de philosophie et de chinois - elle avait fait des envieux et brisé des tabous. Douée à la fois de talent et de caractère, elle a indisposé, tout au long de sa carrière, les médiocres et les combinards et elle a fait peur aux faibles, quelle que fût leur place dans la hiérarchie officielle. Elle s'affirmait quand elle avait l'occasion de dénoncer, dans la vie publique, la magouille ou la fourberie. Et les occasions ne manquaient pas.

Elle a écrit des «Souvenirs» aux Editions Ouest-France.

Cette patriote intransigeante, passionnément libre de ses jugements, était officier de la Légion d'honneur, croix de guerre, médaille de la Résistance, medal of Freedom.

J.P.



A Moscou, Suzy Bidault est reçue par Madame Catroux dans les salons de l'ambassade de France



Ils s'étaient mariés le 28 décembre 1945

LE DÉJEUNER ANNUEL DE L'AMICALE A EU LIEU LE 26 JANVIER AU SÉNAT

Sous la présidence de Jacques Mallet, le 26 janvier dernier, 132 adhérents se sont retrouvés pour le déjeuner annuel de l'Amicale, qui avait été reporté en raison des grèves de l'automne.

Décor splendide : les salons Boffrand de la présidence du Sénat, mis gracieusement à la disposition de l'Amicale par le Président René Monory. Repas fin, préparé et servi par le Restaurant du Sénat.

L'assistance a entendu une allocution de Jacques Mallet et une communication de Jean-Dominique Durand, professeur d'histoire contemporaine à l'Université Jean Moulin de Lyon III.

Ce spécialiste d'histoire religieuse et politique est l'auteur d'une étude comparative sur les partis démocrates-chrétiens en Europe, intitulée «L'Europe de la démocratie chrétienne».

Jean-Dominique Durand est collaborateur de la revue «France-Forum».

A noter L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'AMICALE SE TIENDRA VENDREDI 22 MARS APRÈS-MIDI AU SÉNAT ((SALLE CLÉMENCEAU)

1946
LE M.R.P.
AU
SOMMET

Aux élections législatives du 2 juin 1946, le M.R.P. obtient 5.589.213 voix, soit 28,2 % des suffrages exprimés et devient ainsi le premier parti de France.

* * *

Résultats de 1945 à 1958

- 21 octobre 1945 : 4.580.222 (23,9 %)
- 2 juin 1946 : 5.589.213 (28,2 %)
- 10 novembre 1946 : 4.988.669 (25,9 %)
- 17 juin 1951 : 2.369.778 (12,6 %)
- 2 janvier 1956 : 2.366.321 (11,1 %)
- 23 novembre 1958 : 2.273.281 (11,1 %)
- 18 novembre 1962 : 1.635.452 (8,9 %)

TOUT POUR BEBE
49 RUE DE COURCELLES
PARIS



FRANCIA
FOIRE DE PARIS. — Aménagement, Terrasse E. Allée A. Stand 6.010.

2 fr.

ABONNEMENTS
3 mois... 140 fr.
6 mois... 280 fr.
Compte chèques postaux : Paris 1656-38

Ch. d'adresse : 10 fr.
(mandat cern. bande)

L'aulob

REDACTION — IMPRIMERIE * ADMINISTRATION — ABONNEMENTS — PUBLICITE
100, RUE DE RICHELIEU, TEL. : ANJ. 06-20 49, AVENUE DE L'OPERA, PARIS (2^e). — TELEPHONE : OPE. 89-31 et la suite

17^e ANNEE N° 2943

MARDI

4

JUN 1946

Ass. : SAINT QUIRIN
Dem. : SAINT CLAUDE

Voyages organisés
Côte d'Azur — Pyrénées
Normandie-Châteaux Loire
Belgique — Luxembourg
Demander programme complet
VENDOME-TOURISME
14, r. de Castiglione, Paris (1^{er})
Téléph. : Opera 12-85 et 45-59

Rédacteur en chef : Louis TERRENORE

2 JUIN 1946 : TROISIÈME SCRUTIN, TROISIÈME VICTOIRE

LE MOUVEMENT REPUBLICAIN POPULAIRE

est le plus grand parti de France

par le nombre des suffrages et le nombre des élus

UN COMMUNIQUÉ
DE LA COMMISSION EXECUTIVE DU M. R. P.
LE M.R.P. saura faire face

Plus d'**UN MILLION** de voix gagnées depuis le 21 octobre
162 SIÈGES (+ 17) colonies non comprises

La poussée M.R.P.
dans les circonscriptions ouvrières

On n'a pas fini d'exploiter sur le scrutin de dimanche et nous aurons, non-seulement, à y revenir, dans les prochains jours, pour le commenter. Contentons-nous, aujourd'hui,



Le 24 juin 1946, Georges Bidault est élu par la deuxième Assemblée constituante président du Gouvernement provisoire de la République. Il a 46 ans.
Cette charge fait de lui le chef de l'Etat. C'est en cette qualité qu'il va promulguer quelques mois plus tard la Constitution de la IV^e République votée par l'Assemblée constituante et adoptée par référendum le 13 octobre.

GEORGES BIDAULT (1899-1983) :

DÉJÀ RÉSISTANT AVANT LA RÉSISTANCE

Voici déjà 13 ans, le 25 janvier 1983, disparaissait à Cambo-les-Bains (Pyrénées-Atlantiques), le Président Georges Bidault, à l'âge de 83 ans, frappé le 25 novembre 1982 par une congestion cérébrale avec hémiplegie droite.

Précédant l'inhumation à la Celle-les-Bordes (Yvelines), dans la vallée de Chevreuse, ses funérailles, sobres, se déroulèrent sous le dôme impérial de la Chapelle Saint-Louis des Invalides, concélébrées par cinq prêtres réunis autour de Mgr Gabriel Vanel, Alain Poher et Gaston Monnerville au premier rang.

Enveloppée dans les plis du drapeau aux trois couleurs, sa dépouille mortelle était portée, sous un ciel bas et pluvieux, par huit soldats gantés de blanc et foulard bleu au cou. Sans éloge funèbre, alors que trente-trois ans auparavant, le président du Conseil Georges Bidault prononçait le panégyrique de Marc Sangnier sur le parvis de Notre-Dame.

Avec Georges Bidault s'en allait l'un des grands témoins et l'un des acteurs privilégiés de trente années troublées d'histoire contemporaine, marquées par les prémices et les suites de la seconde Guerre mondiale. Son nom reste lié aux heures sombres de la longue nuit de l'occupation comme à celles, glorieuses, de la Libération, au relèvement de la France renaissante et à la fondation du M.R.P.

Placé aux plus hautes responsabilités dans des situations difficiles, cet homme de pensée et d'action, doublé d'un homme d'État, entraîna derrière lui toute une génération de militants du catholicisme social résolus à mettre leurs convictions et leur foi au service de la démocratie et de la justice.

Qui ne se souvient de la silhouette de ce grand homme de petite taille, tête nue, visage fin et nerveux, œil vif et pétillant derrière ses lunettes d'écaille, cheveux soigneusement lissés de part et d'autre d'une raie impeccable, grillant son éternelle cigarette au coin de lèvres minces, sourire en demi-teinte, coup d'œil oblique d'où perçait l'ironie, frileux, engoncé dans un long pardessus, une pile de journaux sous le bras ?

Comment oublier surtout sa voix coupante, métallique, un peu blanche mais cordiale et qui se faisait aiguë à mesure qu'affluaient les arguments ? Il avait l'art de trouver des formules percutantes, heureuses ou ambiguës, voire même sibyllines ; des mots à l'emporte-pièce qui charmaient ou émerveillaient son auditoire.

Son humour grinçant, cinglant ou métaphorique, selon le cas, laissait pentois son interlocuteur. Il reste à publier le florilège de ses centaines de formules savoureuses et inoubliables telles : «Les tuiles remontent sur le toit» ; «Il est plus facile de se laver les dents dans un verre à pied que de se laver les pieds dans un verre à dents» ; «C'est dans la nuit que je vois le plus clair» ; «Quand il s'agit de dire «non», le premier jour est le bon».

Caustique, brillant, charmeur, souvent clairvoyant, éblouissant d'éloquence, non conformiste, l'homme ne laissait pas indifférent. Il aimait raconter et commenter les événements d'une manière fort originale, s'indignant ou admirant, faisant sa revue de presse, très personnelle, avec des réflexions sarcastiques ou ironiques, parlant toujours sans notes, voire sans plan.

Pourtant, treize ans après sa mort, cet homme exceptionnel semble être déjà tombé injustement dans l'oubli (cf. ci-après : «Le grand oublié» de l'histoire officielle). Son nom doit apparaître comme une histoire très ancienne - sinon pratiquement inconnue - aux jeunes générations, c'est-à-dire aux moins de cinquante ans.

Etrange destin pour ce professeur d'histoire qui entreprit une carrière publique spectaculaire, commencée sous le signe de la clandestinité et de la résistance au nazisme et achevée à l'écart de toute activité politique, dans la solitude et l'exil, à l'ombre d'une autre clandestinité, cette fois dans une opposition irréductible à la politique d'autodétermination en Algérie,

rompant avec de Gaulle qu'il avait accueilli à l'Hôtel de ville le 25 août 1944 !

C'est lui aussi qui, par sa supplique à Colombey du 14 mai 1958, fut l'un des premiers à faire appel au Général pour l'adjurer de revenir au pouvoir («Je suis aux côtés de de Gaulle»), puis à voter la confiance, les pleins pouvoirs et le changement de Constitution (juin 1958).

Issu d'une famille de modestes propriétaires ruraux, né à Moulins le 5 octobre 1899, trois mois avant la fin du XIX^e siècle, élève des Jésuites au monastère de Ballango (Val d'Aoste), étudiant à Paris, ce jeune homme, passablement bohème, intellectuel cheveux au vent, qui resta vieux garçon jusqu'à 46 ans, avant de convoler, le 28 décembre 1945 à Saint-François Xavier, avec sa directrice-adjointe de cabinet, Suzy Borel, première femme admise comme conseiller d'ambassade au Quai d'Orsay - un repaire machiste - résistante au caractère indomptable et entier, décédée à 91 ans, le 8 novembre dernier et qui laisse ses «Souvenirs» (Ed. Ouest-France).

Reçu premier à l'agrégation d'histoire en 1925, brillant professeur à Valenciennes, Reims et Paris (Louis-le-Grand en 1931), le jeune agrégé abandonna ses fonctions de vice-président du Comité général de l'A.C.J.F.

Tenté très vite par la politique militante, le «petit professeur» entra au Comité directeur du «Parti Démocrate populaire» (PDP), avant de fonder, fin 1938, les «Nouvelles Equipes Françaises» (NEF).

Editorialiste et polémiste de talent, il acquit avant-guerre un début de notoriété par des prises de position clairvoyantes, publiées quasi quotidiennement de 1934 à juin 1940, et signées, à la «une» de la petite «aube», fondée par Francisque Gay et Gaston Tessier, et dans la revue «Politique».

Résistant d'avant la Résistance, il s'attaque avec vigueur, en 1932, au «nationalisme intégral» de Charles Maurras et de «L'action Française» et réclame des sanctions contre l'Italie fasciste lors de la guerre d'Ethiopie (1936), prend position sur «l'affaire Salengro», sur la guerre d'Espagne franquiste, dénonce «l'immolation sans précédent» de la Tchécoslovaquie écartelée par les Accords de Munich (1938), fait campagne contre la montée du nazisme, du fascisme et du franquisme.

Appelé à 18 ans à endosser, en 1918, la capote bleu horizon, puis envoyé en occupation dans le Palatinat-Ruhr, le sergent d'infanterie Bidault est mobilisé de nouveau en février 1940 et fait prisonnier à Saint-Quentin.

Libéré en juillet 1941 comme ancien combattant, il se retrouve d'abord en Haute-Savoie, où il exerce les fonctions de précepteur dans la famille de François de Menthon, avant d'être nommé, de 1941 à 1943, au lycée du Parc, à Lyon, capitale de la Résistance, où il adhère immédiatement à «Combat» (puis au «Front national» en 1943) pour y représenter les démocrates-chrétiens avec de Menthon, Teitgen, Michelet...

Traqué durant les années de clandestinité - il s'appelle Xavier, Renard, Vivien, Jean-Jacques - il laisse pousser sa moustache, erre de chambre de bonne en chambre d'hôtel, fait à pied de fréquents arrêts aux kiosques à journaux et devantures de librairie, donne ses rendez-vous aux arrêts d'autobus ou sous le péristyle de l'Opéra de Lyon.

C'est lui aussi qui, en septembre 1943, prend la relève de Jean Moulin, à la tête de ce gouvernement occulte de la Résistance intérieure où cohabitent difficilement mouvements, partis et syndicats, dès l'arrestation du président du C.N.R. Il participe activement à l'élaboration du programme du C.N.R. Le 19 août 1944, il lance, à la radio, le premier appel de la Résistance à l'insurrection des Parisiens...

Quinze jours après la libération de la capitale, le 10 septembre 1944, de Gaulle lui confie - il a 44 ans - le prestigieux ministère des Affaires étrangères. Il a décliné auparavant la Justice et les Cultes, ce qui lui inspirera ce commentaire : «J'étais complet : la Justice, c'était l'épuration, les Cultes aussi».

De Gaulle et Bidault accomplirent ensemble, fin 1944, leur premier voyage à Moscou pour y signer le pacte d'assistance franco-soviétique («la belle et bonne alliance») avec Staline et Molotov.

Bidault représente la France en 1945-1946 aux conférences de San Francisco et de Londres, ainsi qu'à la première Assemblée générale de construction de l'ONU et préside la délégation française à l'Unesco (1948). Un record : 65 mois 12 jours dans le fauteuil de Vergennes !

Il reste chef de la diplomatie française pratiquement pendant cinq ans. Il occupe jusqu'en 1954 plusieurs postes ministériels importants (Défense, Vice-Présidence). Une présence «aux affaires» de 7 ans et 11 mois.

Il plaide pour le maintien du M.R.P. au gouvernement, après la démission du Général, le 20 janvier 1946. Président du dernier gouvernement provisoire pendant six mois, en 1946, succédant à Félix Gouin après le rejet du premier réfé-

rendum sur la Constitution il se retire en décembre, après être intervenu personnellement dans l'élaboration du compromis constitutionnel qui aboutit à la fondation de la IV^e République (référendum du 13 octobre 1946). Il laisse Léon Blum assurer la transition. De Charles de Gaulle, il dit : «Il y a un grand homme impossible et plusieurs hommes moyens possibles».

A la «Conférence des Quatre» à Moscou (mars 1947), l'obstination de Staline à s'opposer au rattachement de la Sarre au marché français l'amène en pleine guerre froide à se rapprocher de Marshall et Bevin, qui pressent la France de rejoindre le «monde libre». Après le «coup de Prague» et le blocus de Berlin, il signe le «Traité franco-britannique» de Dunkerque (4 mars 1947) et le «Traité de Bruxelles» (17 mars 1948).

En 1949, Vincent Auriol lui confie la direction du gouvernement (28 octobre 1949 - 2 juillet 1950). Investi président du Conseil par 367 voix contre 208, il fait entrer la France dans le «Pacte atlantique», mène une politique déterminée de résistance au communisme, soutient l'effort de guerre en Indochine.

Elu député de la Loire (1945-1958) avec le soutien de Claude Mont (4 sièges M.R.P. sur 7), il assume la présidence du M.R.P. dès mai 1948, pendant quatre ans (1948-1952), en remplacement de Maurice Schumann.

Le congrès M.R.P. de Bordeaux (1952) lui confère le titre de «Président d'honneur» du Mouvement, dont il fut l'un des «pères fondateurs» en 1944.

Candidat malheureux aux deux premiers tours de l'élection présidentielle (17 décembre 1953), président du Conseil désigné mais non investi, Georges Bidault retrouve le Quai d'Orsay dans les cabinets René Mayer et Joseph Laniel (1953-1954). En 1953, il défend le projet de C.E.D. mais de manière moins engagée que Robert Schuman, son prédécesseur.



- En juillet 1946, après la Conférence de la Paix, Georges Bidault et sa femme Suzy assistent aux courses à Saint-Cloud.
- Le 19 août 1946, Georges Bidault remet à la petite Martine la décoration de ses parents «morts pour la France».

Dans la crise marocaine, il dépose, en août 1953, le sultan Mohammed V. En 1954, il négocie pied à pied à la première conférence de Genève sur l'Indochine où lui succède le 19 juin Pierre Mendès-France, après le désastre de Dien Bien Phu. Sans obtenir l'appui américain et britannique, il n'a dans son jeu, dit-il, que «le deux de trèfle et le trois de carreau».

Le 2 janvier 1958, avec J. Soustelle, R. Duchet, A. Morice, il fonde «l'Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie». Il appelle à un «gouvernement de salut public»;

Pressenti par René Coty, il renonce à former le cabinet en avril 1958, dans la crise qui conduira au putsch du 13 mai et au retour aux affaires de de Gaulle, souhaité par Bidault. C'est alors qu'au Congrès de Saint-Malo, en mai 1958, celui-ci s'éloigne peu à peu des analyses du M.R.P. et de ses amis des temps passés, en fondant son mouvement, la Démocratie Chrétienne de France (D.C.F.) sans réussir sa percée, glissant peu à peu du centre-gauche au centre-droit.

Partisan résolu de l'Algérie française, président du bureau exécutif du «Rassemblement pour l'Algérie française» (oct. 1959), trompé cruellement dans son espoir gaulliste, ce compagnon de la Libération s'oppose farouchement à la politique d'indépendance algérienne du Général de Gaulle et n'entend pas «lâcher» l'Algérie. Il prend la tête de ce qu'il n'hésite pas à appeler une «nouvelle Résistance». Imprévisible, torturé par la guerre d'Algérie, soutenant ses «soldats perdus», il passe dans une clandestinité proche de l'OAS, après la signature des Accords d'Evian, pour présider un pseudo-CNR créé par Salan.

Il est poursuivi pour atteinte à la sûreté de l'Etat et complot contre l'autorité de l'Etat, chefs d'accusation assortis d'un mandat d'arrêt. A l'Assemblée Nationale, la levée de son immunité parlementaire est votée par 241 voix contre 72 (et 167 absents). Isolé, déchiré, l'espoir perdu, il s'engage sur les routes de l'aventure ; il prend le chemin de l'exil, de 1963 à 1968, en Bavière, en Italie, au Portugal ; seul le gouvernement brésilien lui ouvre ses portes. Il ne rentrera en France, par Bruxelles, comme citoyen libre qu'en novembre 1968, après la loi d'amnistie de juin 1968.

Avec Alfred Coste-Floret et Alain de Sérigny, il fonde, à la mairie de Montrouge l'éphémère «Mouvement pour la justice et la liberté». Il se prononce pour le «non» au référendum d'avril 1969.

Sa dernière campagne électorale, menée sans enthousiasme en 1973, dans le 5^e arrondissement de Paris, contre le jeune gaulliste de gauche Jean Tibéri, sonne le glas de toutes ses espérances politiques ; il est mis hors jeu au premier tour avec seulement 1200 voix.

Durant les vingt dernières années de sa longue existence, le vieil homme fut un homme quasi seul- quelques rares amis l'entourèrent de leur fidélité, à Saint-Cloud et au 21 de la rue du Colonel Moll dans la 17^e - qui souffrit beaucoup de la nostalgie, d'amertumes hautaines, de déceptions remâchées. Cet «idéaliste intégral» assumait totalement ses choix, préférant sa conscience à son confort. «On doit tout risquer pour rester fidèles à la parole donnée».

Homme de courage et de conviction, d'une certaine conception de l'honneur, de fidélité à la patrie, d'intransigeance à ses idées, Georges Bidault, esprit probe et intégré, sans fortune, fut le contraire d'un homme de calcul et d'un homme d'argent, sans jamais l'ombre d'une raison basse ou vulgaire, sans laisser hélas, de véritables mémoires politiques, mis à part deux écrits autobiographiques en exil : «D'une résistance à l'autre» (1965) et «Le Point» (1968). Quel destin !

Georges VERPRAET

LA CARRIÈRE MINISTÉRIELLE DE GEORGES BIDAULT

I. GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE

- Ministre des Affaires étrangères (1^{er} Cabinet Charles de Gaulle) 10 septembre 1944 - 21 novembre 1945
- Ministre des Affaires étrangères (2^e Cabinet Charles de Gaulle) 21 novembre 1945 - 26 janvier 1946
- Ministre des Affaires étrangères (Cabinet Félix Guin) 26 janvier 1946 - 24 juin 1946
- Président du Gouvernement et Ministre des Affaires étrangères (1^{er} Cabinet Georges Bidault) 24 juin 1946 - 16 décembre 1946

II. IV^e RÉPUBLIQUE

- Ministre des Affaires étrangères (Cabinet Paul Ramadier) 22 janvier 1947 - 22 octobre 1947
- Ministre des Affaires étrangères (Cabinet Paul Ramadier remanié, sans ministres communistes) 22 octobre 1947 - 24 novembre 1947
- Ministre des Affaires étrangères (1^{er} Cabinet Robert Schuman) 24 novembre 1947 - 26 juillet 1948
- Président du Conseil (2^e Cabinet Georges Bidault) 28 octobre 1949 - 2 juillet 1950
- Vice-président du Conseil (2^e Cabinet Henri Queuille) 2 juillet 1950 - 12 juillet 1950
- Vice-président du Conseil (3^e Cabinet Henri Queuille) 10 mars 1951 - 11 août 1951
- Vice-président du Conseil, Ministre de la Défense nationale (2^e Cabinet René Pleven) 11 août 1951 - 20 janvier 1952
- Vice-président du Conseil, Ministre de la Défense nationale (1^{er} Cabinet Edgar Faure) 20 janvier 1952 - 8 mars 1952
- Ministre des Affaires étrangères (Cabinet René Mayer) 8 janvier 1953 - 28 juin 1953
- Ministre des Affaires étrangères (Cabinet Joseph Laniel) 28 juin 1953 - 19 juin 1954



Sérieux et facétieux à la fois

LES PAPIERS DE GEORGES BIDAULT AUX ARCHIVES DE FRANCE : 33 MÈTRES LINÉAIRES

Ce fonds, très important, est un dépôt effectué aux Archives par Madame Georges Bidault dès 1983 aussitôt après le décès de son mari. Il couvre 33 mètres linéaires dans la série AP (archives personnelles et familiales) : Papiers Georges Bidault 457 AP.

Inventaire de J. Irigoien et P. Gillet. Avant-propos de Jean Favier, ancien directeur général des Archives de France. Paris 1993.

A noter :

- conférences internationales de l'après-guerre : Dumbarton Oaks, Yalta, San Francisco, 1944-1945, 457 AP I ;
- gouvernement de Vichy, 1940-1944 ; relations avec l'ambassade d'Allemagne, 1938-1946, 457 AP 134 ;
- Résistance, épuration, notamment au ministère des Affaires étrangères ; séquelles de la guerre 1940-1954, 457 AP 134, 137, 150 ;
- détention du maréchal Pétain à l'île d'Yeu, 1946 ; études sur le gouvernement de Vichy et l'Occupation, politique extérieure de la France 1944, 457 AP 135
- papiers personnels de Georges Bidault sur la Résistance, 1943-1975, 457 AP 169 171.

* *

*

Le Département de la Phonothèque nationale et de l'Audiovisuel, 2 rue de Valois 75001 Paris, rattaché à la Bibliothèque de France, détient des copies d'enregistrement des appels et discours radiodiffusés de Georges Bidault, réalisés en août 1944, pendant la semaine glorieuse à Paris, par Pierre Crenesse (que Bidault avait connu à Combat à Lyon en 1942) et enregistrés sur une table dans l'arrière-salle d'un petit café, impasse d'Angoulême, près de l'avenue Parmentier.

* *

*

Guide des papiers des ministres et secrétaires d'Etat de 1871 à 1974

Publié en 1984 par les Archives de France.

Le fonds Bidault y est bien présenté.

Guide des sources conservées en France. La seconde guerre mondiale, 1939-1945

Publié en 1994 par les Archives de France. Volume exhaustif de 1218 pages, relié, 350 francs. Editions Archives nationales, par Brigitte Blanc, Henry Rousso, Chantal de Tourtier Bonazzi. Plus de trois cents archivistes ont travaillé, durant trois ans, à la réalisation de ce guide magistral. En vente aux Archives nationales 60 rue des Francs Bourgeois et 11 rue des Quatre Fils 75003 Paris ; à la Documentation Française, 29 quai Voltaire 75007 Paris.

G.V.

GEORGES BIDAULT : SA PREMIERE BIOGRAPHIE (EN 520 PAGES) PAR JEAN-CLAUDE DEMORY PARAÎT AUX ÉDITIONS JULLIARD

Il faut savoir gré à Jean-Claude Demory, journaliste pigiste au magazine «Le Temps retrouvé», d'avoir voulu rompre un long silence officiel autour du nom de Georges Bidault et lui consacrer sa première biographie (1) à laquelle ses vieux amis politiques et compagnons de lutte semblent avoir renoncé.

S'appuyant sur une solide documentation et trois douzaines de témoignages (de très peu de leaders, ministres ou parlementaires du M.R.P. !), Jean-Claude Demory retrace, en 520 pages, quelques grandes étapes d'une longue et tumultueuse existence d'octogénaire resté pratiquement inconnu du grand public jusqu'à l'âge de 40 ans, c'est-à-dire jusqu'au 26 août 1944, jour inoubliable où la population parisienne découvrit soudain à la tête du cortège triomphal ce petit homme frêle en civil descendant les Champs-Élysées, à la droite d'un général en uniforme kaki.

G.V.

(1) *Georges Bidault, par Jean-Claude Demory, 520 pages, Editions Julliard, 1995, 245 francs.*

QUELQUES MOTS DE GEORGES BIDAULT EN 1946

(d'après les procès-verbaux des réunions du Groupe M.R.P. aux deux assemblées nationales constituantes)

- **21 janvier à 16 heures** : de Gaulle vient de démissionner ; le M.R.P. doit-il entrer dans l'opposition et laisser se constituer un gouvernement bipartite (P.C. et S.F.I.O.) ou maintenir le tripartisme ?

«Nous ne nous nourrissons pas du même pain que les autres ; ne faisons pas le jeu du parti contre le pays... Le devoir : songer à la Nation et ne pas laisser sans protection certains intérêts que personne ne défendra ... Je ne sais pas si nous arriverons à éviter la crise avec le tripartisme ... mais quels que soient les risques, le risque immédiat c'est le bipartisme, qui nous mènerait à des aventures redoutables».

- **11 juin à 10 heures** : premier parti de France, le M.R.P. propose Bidault à la présidence du Gouvernement provisoire.

«On nous accusait hier d'être toujours à la traîne et maintenant, après notre double victoire (au référendum et aux élections), nous sommes devenus des tartufes. Or c'est par notre sincérité et notre honnêteté que nous avons été les plus malins».

- **13 juin à 16 heures** : Bidault explique ce qu'il a dit aux dirigeants de la S.F.I.O. et du P.C. et leur réaction.

«Nos interlocuteurs, qui disaient hier : «Qu'est-ce qu'ils attendent ?», disent aujourd'hui : «Qu'est-ce qui leur prend?»

.....



Aux Champs Elysées le 26 août 1944 : à la droite du Général de Gaulle, chef de la France Libre, Georges Bidault, chef de la Résistance intérieure (président du Conseil national de la Résistance). L'entente entre les deux hommes ne durera pas.

Peut-on éviter, dans l'action, le vieux clivage droite-gauche ?

ANTOINE BUISSON A GAGNÉ CE PARI DANS L'ISÈRE PENDANT PLUS DE TRENTE ANS

DANS NOTRE HISTOIRE

Dans notre numéro 66, page 7, le témoignage sur la création et les débuts du M.R.P. dans l'Isère n'est pas signé. Pourquoi ? En coupant le texte de notre ami Antoine Buisson pour en reporter la seconde partie dans le numéro 67, nous avons omis d'y replacer sa signature. Mille excuses !

Voici cette seconde partie.

Après le renouvellement de 1945, le Conseil général de l'Isère ne comptait plus que quatre membres qui y avaient siégé avant la guerre.

Nouveaux élus manquant d'expérience, nous choisîmes comme président un de ces anciens : Lucien Hussel, maire SFIO de Vienne.

En 1947, je fus élu premier vice-président et président de la Commission des finances, avec l'appui des socialistes, contre la volonté de Jean Berthoin, futur sénateur et ministre, qui soutenait la candidature du radical-socialiste Garavel.

Le petit groupe M.R.P. - huit élus - n'était pas négligeable pour assurer la présidence à Lucien Hussel, qui ne voulait pas dépendre uniquement des radicaux-socialistes.

Mes rapports avec Lucien Hussel furent très cordiaux.

Lorsque sa santé déclina, il me délégua, pendant plus d'un an, tous les pouvoirs pour agir en son nom et manifesta son désir que ce soit moi qui lui succède et non pas un membre de son parti.

Après son décès, le 4 octobre 1967, eut lieu la séance où je fus élu président du Conseil général de l'Isère. Elle marqua un tournant dans la vie politique départementale, qui avait été caractérisée avant la guerre par la lutte gauche-droite, base de la politique de Léon Perrier, radical franc-maçon.

Ma candidature avait été présentée par Louis Barran, membre du Centre Démocrate, qui avait succédé au M.R.P. Et le sénateur Paul Mistral, socialiste et ami, avait déclaré que la Gauche Démocrate et Socialiste ne présentait pas de candidat. Au nom des Indépendants et Paysans, Aimé Paquet avait fait sienne ma candidature. Seuls les communistes avaient présenté un candidat. Je fus élu par 36 voix contre 6.

Paul Mistral, socialiste, fut élu premier vice-président.

Les présidences des commissions furent réparties entre les diverses tendances : Paul Mistral, socialiste, aux Finances ; Paul Bossan, Centre démocrate, à l'Action sociale ; Jean Boyer, Indépendant, à l'Équipement et aux routes ; Bruyas, socialiste, aux Affaires sociales ; Paul Brachet, radical-socialiste, à la Commission départementale, dont le rôle exécutif est important.

Seuls les communistes avaient refusé toute participation. Mais cela ne dura pas longtemps. Ils acceptèrent bientôt des postes, notamment pour Georges Kioulou, avec qui j'avais de bons rapports.

Un département à l'avant-garde

Le Conseil général prenait une très grande importance par suite de l'impossibilité pour l'Etat de faire face à tous les besoins en matière d'équipement.

C'est ainsi que furent mis en place les programmes départementaux : adductions d'eau, électrification, assainissement, équipements scolaires et socio-éducatifs, transports publics, aide au logement, à l'agriculture, aux communes. En outre, l'action sanitaire et sociale prenait une ampleur considérable sous l'impulsion de Paul Bossan.

Ce n'est pas tout : le Conseil général de l'Isère était à l'avant-garde dans la formation des élus départementaux et communaux.

Je devins président de l'Agence d'urbanisme, de la Société d'économie mixte, la SADI, du groupe SCET, qui jouait un rôle important dans la création de zones industrielles et touristiques et participa, comme maître d'ouvrage, à la création de la Zone des industries de recherche et de technologie.

Mes rapports avec les préfets furent excellents. Nous étions arrivés à une vraie co-décision. Nous avions la chance, il est vrai, d'avoir des préfets dynamiques, qui avaient besoin d'avoir en face d'eux un président du Conseil général dynamique...

J'ai raconté en détail toute mon action politique, notamment ma présidence du Conseil général de l'Isère, dans un livre, «Artisan de paix», publié en 1982 aux Editions «Nouvelle Cité» à Paris.

Cette expérience d'entente au sein du Conseil général a laissé un souvenir profond dans le département et parmi les élus locaux.

Malheureusement, avec mon successeur on a retrouvé le clivage gauche-droite.

Antoine BUISSON

AMIS DÉCÉDÉS

- Marguerite Chabrierie, épouse de Robert Lecourt
- Jacques de Menditte, ancien sénateur des Pyrénées-Atlantiques
- Joseph Wasmer, ancien député du Haut-Rhin
- Maurice Huré, ancien président de la Fédération de la Somme
- Louis Girard (Calvados)
- Robert Ribeyrol (Paris)
- Mme Gérard Dally (Paris)
- Suzy Borel, veuve de Georges Bidault
- Pierre Pourrier (Thonon-les-Bains)
- Yvonne Jeanjean (Chevilly-la-Rue, Val de Marne)
- André Scherrer (Lyon)
- Henri Hulin (Neuville-Saint-Amand, Aisne)
- Alphone Gruber (Noisy-le-Grand, Seine-Saint-Denis)
- Gérard Espéret, ancien vice-président de la CFDT

LE M.R.P. TOUJOURS VIVANT DANS LE RHÔNE

La mise en sommeil du M.R.P. n'a pas effacé l'amitié qui s'est forgée pendant des décennies au sein de la Fédération du Rhône.

Périodiquement les survivants se réunissent ; après une messe dite à la mémoire des amis disparus, ils se retrouvent autour d'un machon lyonnais, heureux d'évoquer de nombreux souvenirs.

C'est ainsi qu'ils ont reçu, pendant sa présidence, le regretté Robert Prigent.

Depuis sa fondation, le M.R.P. a toujours été présent dans les combats politiques et s'est forgé une place prépondérante dans le Rhône.

Une équipe solide a su entraîner les nombreux militants, tous dévoués, dans un esprit de réelle fraternité. La liste des pionniers s'amenuise ; l'un des derniers survivants est notre ami Jean Gord, notre doyen, toujours aussi dynamique, après une vie bien remplie qu'il commença comme berger à 5 ans, mécanicien, inspecteur d'assurance. Il fut interné à Montluc. Il resta toujours excellent animateur au sein des anciens du M.R.P.

Le premier président fédéral fut Maurice Guérin, journaliste à «La Liberté», journal d'inspiration chrétienne ; il fut élu à la Libération membre de l'Assemblée constituante.

Le Rhône compta jusqu'à 7 parlementaires de nos amis tout au long des cinquantes dernières années. Avec Maurice Guérin, nous eûmes, avant 1958, Joannès Charpin, avocat, et Jean Villard, tous les trois députés et, comme sénateur, Joseph Voyant.

Sous la V^e République, le M.R.P. compta deux députés, Joseph Rivière, maire de Tarare, puis Pierre-Bernard Cousté, d'abord suppléant de Maurice Herzog, puis député de 1961 à 1986. Un autre sénateur siégea 21 ans au Palais du Luxembourg jusqu'en 1995 : Pierre Vallon.

Tous ces démocrates d'inspiration chrétienne apportèrent par leur abnégation, leur sens civique, un visage nouveau accueillant à tous les humains, traduisant leurs espérances suivant en cela l'exemple du grand résistant Gilbert Dru, fusillé place Bellecour.

Malgré toutes les calomnies dont il fut l'objet de droite comme de gauche, le M.R.P. s'est affirmé dans le Rhône comme le premier parti. Toutes les classes sociales s'y trouvent associées.

Le M.R.P. dans le Rhône ne se contenta pas de parlementaires, il fut aussi présent dans les assemblées locales.

Le Conseil Général fut présidé par l'un des siens, Jean Palloy, conseiller à Mornant ; Louis Chaîne, vice-président, y siégea 30 ans, jusqu'en 1991. Il y eut également Jean Villard, Joseph Rivière, Michel Lamy, maire d'Anse, qui avait succédé à un autre M.R.P., Marcel Reby, mais aussi Philomène Magnin, vice-présidente d'honneur, qui fut à l'origine de la création des Résidences pour Personnes Agées.

Depuis la Libération, le M.R.P. fut toujours présent au sein du Conseil municipal de Lyon.

D'abord Albert Basset, adjoint au maire, qui fut à l'origine du marché-gare, dont une salle porte son nom. Puis Joseph Voyant, Philomène Magnin, Marius Crozet et Maurice Bourel, tous les deux adjoints, Louis Pichon, rénovateur du Vieux Lyon.

Après 1965, Henri Vignier, Camille Georges siégèrent au Conseil ; aujourd'hui encore, Jacques Moulinier est un adjoint fort apprécié.

Le M.R.P. ne s'est pas contenté de Lyon ; Sainte-Foy-les-Lyon a eu à sa tête, jusqu'en 1995, un ancien président fédéral : Jean Salles, inspecteur d'académie.

Le M.R.P. compta d'autres maires : Jean Corbignot, responsable agricole à Lissieu, Henri Cloppet, Rosa Cardinal à Villeurbanne, Marc Suc à Oullins ; enfin aux Olmes Pierre Chamba.

Nous avons voulu, en vous parlant du M.R.P. dans le Rhône, apporter le témoignage que notre mouvement, issu de la Résistance, groupait des militants de tous horizons (JOC-JAC-JEC) qui, en dehors de l'action purement politique, militaient dans de nombreuses associations ou syndicats et, pour n'en citer qu'un, nous citerons pour terminer Emile Bertholon fait chevalier dans l'Ordre National du Mérite, après 45 ans de responsabilité syndicale et 35 aux Conseils des Prud'hommes.

Nous n'avons pas à rougir du M.R.P. ; il a su former des hommes et des femmes de talent au service de la France.

La réunion du 24 novembre 1995

Comme ils ont l'habitude de le faire périodiquement, les anciens M.R.P. du Rhône se sont réunis vendredi 24 novembre.

Après une messe célébrée à la mémoire de Robert Prigent, qui était venu présider une de leurs rencontres, et de Joannès Dupraz, inhumé récemment dans son Beaujolais natal, tous se retrouvèrent comme à l'accoutumée autour d'un machon lyonnais. Au préalable, ils avaient salué Mme Dupraz, présente à la messe.

Cette rencontre de fin d'année avait, entre autres, pour but d'évoquer les événements qui se sont produits en 1995 dans notre département.

Ils voulaient d'abord rendre hommage à deux amis qui viennent d'abandonner leur mandat de maire, cessant ainsi leur activité politique. Il s'agit de Pierre Chamba, maire des Olmes, et de Jean Salles, maire de Sainte-Foy-les-Lyon. Ils ont été pendant plusieurs années des guides expérimentés et nous sommes sûrs qu'ils ne laissent que des regrets dans leurs communes respectives.

Ils évoquèrent ensuite la lutte fratricide que se livrèrent deux amis de longue date, Pierre Vallon et Jacques Moulinier, à l'occasion des dernières sénatoriales. Lutte qui fut orchestrée à leurs dépens, les laissant sur le carreau. Tous les anciens M.R.P., navrés d'une telle situation, renouvellent à l'un et à l'autre leur fidèle amitié, en espérant que cet incident n'altèrera pas l'estime qu'ils se portent.

Cyriaque Decamme, secrétaire général de l'Amicale, retenu par le Congrès du CDS, n'a pu dire aux anciens M.R.P. du Rhône combien il souhaitait qu'une grande réunion régionale ait lieu à Lyon en 1996. Ce serait la preuve que Paris prête une oreille attentive à ce qui se passe en province.

La Région Rhône-Alpes compte plus de 120 anciens militants, dont 80 rhôdaniens qui s'efforcent de garder le contact...

Puis ils se quittèrent ravis d'avoir passé une excellente soirée ensemble en formulant l'espoir de bientôt se retrouver.

Léonard BROSSY

Ancien secrétaire administratif

UN OUVRAGE SANS ÉGAL SUR LE M.R.P.

Il y avait travaillé pendant plus de vingt ans et il est décédé juste avant la parution de son ouvrage : Pierre Letamendia ne peut donc pas mesurer l'intérêt que son livre «Le Mouvement Républicain Populaire, Histoire d'un grand parti français», suscite dans le monde politique et chez les historiens.

Ancien militant du M.R.P. lui-même, historien, cet universitaire a vécu avec passion et objectivité l'histoire de la démocratie chrétienne en France depuis un demi-siècle et son analyse de la vie du M.R.P. n'a aujourd'hui pas d'équivalent.

Editions Beauchesne, 150 Francs

**Pour une thèse de science politique
LE PETIT-FILS DE PIERRE CORVAL
SOUHAITE RENCONTRER LES ANCIENS DU M.R.P.**

Xavier Corval, petit-fils de Pierre Corval, effectue une thèse de science politique sur «La pensée démocrate-chrétienne et les difficultés de la politisation du legs culturel du christianisme». Afin d'étudier la médiation entre l'inspiration spirituelle et l'action politique caractéristique de notre mouvement de pensée, il souhaiterait rencontrer les anciens du M.R.P. intéressés par ce sujet et susceptibles de lui apporter tout élément de réflexion.

Pierre Corval était l'un des responsables de la Résistance auprès de Georges Bidault, auteur notamment, dans le cadre de la presse clandestine, du B.I.P. (Bulletin d'Information et de Presse). Après la guerre, il fut directeur de «l'aube» à la suite de Francisque Gay. Xavier Corval entrerait volontiers en contact avec celles et ceux qui l'ont connu.

33 rue Washington-Paris VIII^{ème} - 42 89 32 43 (répondeur) et 49 55 29 29.

SOUVENIRS

Le signataire, qui est maintenant président d'honneur de la fédération CDS du Cher, doit sûrement ce titre honorifique à son militantisme d'autrefois au sein du M.R.P.

Ce sont quelques souvenirs de ces temps déjà lointains que je voudrais évoquer aujourd'hui. Notre département du Cher, marqué surtout par le radicalisme au temps de la III^e république, présentait pourtant un terrain assez favorable à l'éclosion du M.R.P. Le Sillon de Marc Sangnier avait déjà bien marqué la région au début du siècle et le Parti Démocrate Populaire avait pris la relève entre les deux guerres, mais le scrutin de l'époque n'avait jamais permis à cette formation de faire élire un parlementaire.

Le M.R.P. fut plus heureux dans ses entreprises puisqu'il envoya à l'Assemblée un éminent avocat de Bourges en la personne de Daniel Boisdon.

Ce député du Cher devint par la suite conseiller de l'Union Française et il présida même cette assemblée, dont le siège était au Palais de Versailles.

Lorsque Daniel Boisdon fut envoyé à l'Assemblée de l'Union française, ce fut son second de liste qui lui succéda au Palais Bourbon. Il venait du sud du département et s'appelait Claude Thorat. Notre département du Cher avait donc alors deux parlementaires et disposait à l'Hôtel de Ville de Bourges de deux postes d'adjoint.

Quant au secrétaire de la fédération, il s'appelait René Bobo et sa teinturerie de la rue Jean Baffier abritait un secrétariat particulièrement actif et accueillant. On préparait là dans la plus franche cordialité toutes les élections du département et l'optimisme était toujours de rigueur. Chaque année la fédération du Cher tenait à avoir, pour présider sa réunion, une vedette du Mouvement, Georges Bidault, Maurice Schumann ou Pierre-Henri Teitgen. Or, une année, je ne me souviens plus laquelle, on nous prévint de Paris que toutes les vedettes étaient déjà retenues et qu'on ne pourrait nous envoyer qu'un jeune député de Savoie du nom de Joseph Fontanet. Il allait lui aussi devenir bientôt une vedette du Mouvement. On peut bien dire que la fédération du Cher méritait bien les trois lettres du parti démocrate chrétien car c'était vraiment un Mouvement. Il était bien républicain et franchement populaire. Le CDS d'aujourd'hui a bien emboîté le pas.

Jacques MALLET

18 rue du Bourg Contant-B.P. 59-18700 Aubigny-sur-Nère

UNE ÉTUDE SUR LE M.R.P. ET LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

L'Amicale a reçu la lettre suivante :

Monsieur, Madame,

Je me permets de vous adresser sous ce pli un exemplaire de mon mémoire de maîtrise soutenue en juin 1994 (mention très bien et félicitations du jury), sous la direction de Mme E. du Réau (alors professeur à l'Université du Maine).

Cette étude porte sur le M.R.P. et la construction européenne (1945-1959) dans les fédérations de la Sarthe, de la Mayenne et du Maine-et-Loire.

Elle est le résultat d'une année de recherches aux archives départementales, nationales et d'entretiens avec des anciens du Mouvement (M. Fourmond, Mme Letourneau, femme de Jean Letourneau...).

Elle a visé à comprendre comment la construction européenne a été reçue (fond et forme) et perçue par les militants des fédérations, comment l'aventure européenne est devenue un argument majeur de la doctrine du M.R.P. au niveau local.

Sachant (par votre bulletin de liaison) que vous souhaitez faire revivre, par des témoignages et des recherches universitaires, les grands idéaux du Mouvement, je me permets, par cet envoi, de contribuer, à ma manière, à cette initiative.

Je reste à votre disposition pour toute information concernant mes recherches dans le futur.

Amicalement,

Jean-François Loistron

15 rue La Bruyère
72190 Coulaines

L'EUROPE DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE

Un important ouvrage vient de paraître sous ce titre dans la collection «Questions au XX^e siècle» de la maison d'édition belge «Complexe» qui avait déjà publié un livre sur LE MRP ET LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE.

Jean-Dominique Durand, spécialiste d'histoire religieuse et politique, professeur d'histoire contemporaine à l'Université Jean Moulin de Lyon III, est l'auteur de cette vaste étude de 224 pages dont le mérite est de retracer l'histoire et l'action, ainsi que d'évoquer les problèmes actuels des Partis démocrates chrétiens dans toute l'Europe. Cette méthode comparative fait l'originalité et l'intérêt de ce livre important et très actuel. Au seuil de 1995 des questions fondamentales se posent à la démocratie chrétienne européenne, très diverse d'un pays à l'autre, tant en ce qui concerne son identité que sa stratégie. L'ouvrage de Jean-Dominique Durand, (collaborateur de la revue France-Forum) est en vente dans nos grandes librairies. Je recommande vivement sa lecture à tous les membres de l'Amicale du M.R.P.

Jacques MALLET

DU SOUVENIR A L'AVENIR ...

PRENONS LE TEMPS D'UN EXAMEN DE CONSCIENCE

Le cinquantenaire de la fondation du M.R.P. nous incite au souvenir. Celui de nos morts et des succès passés. Le souci de l'avenir du pays et de l'Europe incite les survivants à y ajouter - démarche éminemment chrétienne - un examen de conscience.

Le M.R.P. s'est imposé de 1944 à 1946 grâce à un électorat miraculeusement élargi (du fait du désarroi de l'opinion) du centre gauche à la droite monarchiste. C'est cette large base électorale qui lui permit de faire efficacement obstacle à l'évolution programmée par MM. Staline et Jdanov pour faire de la France une démocratie populaire sur les talons de nos alliés. C'est cet électorat élargi qui lui permit d'arracher nos socialistes au tête-à-tête et à l'étreinte mortelle des staliniens. C'est encore cet électorat élargi qui permit à Robert Schuman de jeter les bases de l'Union Européenne - et à Georges Bidault de prendre l'initiative d'appeler l'Amérique à former une Alliance Atlantique, notre rempart durant quatre décennies de «guerre froide».

Quelque développement que l'avenir nous réserve, de l'Union Européenne à la CSCE, il découlera de ces initiatives d'hommes d'Etat véritables, portés et maintenus au pouvoir par la base élargie que le M.R.P. assurait à notre démocratie-chrétienne. Nul ne peut lui retirer cela. C'est là son mérite et sa gloire. Mais le reste tient du naufrage, même si les naufrageurs se situent hors du M.R.P., le premier d'entre eux étant - ô douleur - le libérateur du territoire, ennemi «des partis» et, singulièrement, du nôtre.

Car cet électorat élargi, à la différence de nos amis allemands, belges et luxembourgeois, nous n'avons pu ni su le conserver. Les interminables conflits que menèrent contre nous outre-mer, par satellites interposés, les deux empires du communisme permirent au Général de Gaulle de réduire cet électorat sur notre droite. L'adhésion à la lutte des classes d'une partie des syndiqués chrétiens amputa notre mouvement sur la gauche. Réduit à un centre droit, il ne put empêcher les fleurons de l'Union Française, les Etats d'Indochine, la Guinée, l'Algérie de sombrer dans le totalitarisme et la misère. Il ne put

empêcher le détournement des cotisations familiales et la réduction des trois-quarts, en francs constants, de ces prestations et aides à la famille qui, de l'Abbé Lemire à Mme Poinso-Chapuis, furent notre œuvre.

Réduit à un centre droit, notre mouvement ne put empêcher la dérive de la république vers une monarchie élective anachronique, remplaçant les partis par des clientèles et les cotisations et souscriptions d'antan par le racket et le détournement.

Réduit à un centre droit, il ne put empêcher la mise en panne prolongée de l'Europe, avec le rejet par la Chambre française de la C.E.D., communauté fédérale achevée et puissante proposée par la France et déjà ratifiée par nos cinq partenaires. Peau de chagrin jusque dans les périodes fastes (avec l'effondrement du P.S. et le gouvernement Balladur), il n'envoie plus au Parlement européen qu'une poignée de députés, situation tout à fait indigne de la démocratie chrétienne française, indigne des précurseurs et des pères de ce puissant M.R.P. qui lança la construction de l'Europe.

LE CHAMP LIBRE AUX MAUVAIS BERGERS

Pourquoi cet affaiblissement ? Qu'est-ce qui, dans le même temps, a maintenu la démocratie-chrétienne au pouvoir dans une Allemagne qui traînait pourtant le boulet d'un terrible passé ? Tout simplement sans doute, l'expérience de ce passé ! L'expérience de Weimar, où le même parti à dominante catholique se réduisait au Centrum : un centre où les chrétiens restaient confortablement entre eux, entre gens éclairés, entre justes, laissant le champ libre aux mauvais bergers, singulièrement sur leur droite. Cela conduisit les Justes dans les camps et la jeunesse du pays dans l'enfer d'une guerre sans issue, contre le monde entier... Voilà pourquoi, se gardant de tout sectarisme comme de la peste, la démocratie-chrétienne allemande a veillé, dans l'après-guerre, à garder le contact et le contrôle d'un électorat s'étendant de la social-démocratie à la droite monarchique - à l'exclusion, bien sûr, de l'extrémisme anti-parlementaire.

Rendre une aile droite au C.D.S. serait dans le droit fil de l'action de Jean-Lecanuet, donnant des cartes du P.P.E. aux membres du C.N.I.P., qui depuis, faute d'ancrage au centre, se dispersent avec les divers droite à tous les vents du présidentialisme.

Nous avons peu de temps pour agir. Car le refus, gaullien comme socialiste, de soutenir la famille entraîne pour le pays une crise morale sans précédent, doublée d'une dénatalité mortelle. Et voici notre démocratie directement menacée ! Le financement étatique ou parallèle de partis sans cotisants indispose au plus haut point l'opinion. L'amendement de 1962 a détruit l'équilibre exécutif-législatif établi par la Constitution de 1958. Et l'indécence course au pouvoir personnel qui, depuis, remplace en France le débat politique nous conduit tout droit à une crise de régime débouchant, sauf réaction salutaire, sur l'aventure...

N'attendons ni ce malheur ni le triomphe d'un mauvais berger. Inspirons-nous de l'exemple de nos voisins et amis. Une recomposition du paysage politique français s'impose, nous dit-on. Conduisons-la sur le modèle que nous offre la démocratie chrétienne européenne. Créons une Section Française du Parti Populaire Européen ! Déjà formulée ici même, dans une précédente tribune libre (LE M.R.P. VOUS PARLE, Janvier-Février-Mars 1992), cette suggestion rencontra peu d'échos. L'Europe aidant, elle ne manquera pas de mûrir. La reconstruction politique de la démocratie française ne peut venir que de l'Europe. Aucune structure ne tient en France même. Le gaullisme paraît voué aux querelles d'«héritiers» abusifs. Le socialisme semble à bout de souffle, après les faillites simultanées du modèle soviétique et du modèle suédois. Il se cramponne aux basques de «socialistes» d'occasion, empruntés à la droite et au centre gauche (François Mitterrand, Jacques Delors). Cette reconstruction ne peut donc venir que de l'Europe démocrate-chrétienne !

Bernard Cabanes

Journaliste honoraire

(ancien rédacteur en chef du «Parisien»)